

## Annexe 1

Situation des postes budgétaires au 5 octobre 2015

Institution : Assemblée de la Polynésie française

Imputation	Nombre	Statut	Intitulé du poste	Postes pourvus	Postes gelés	Postes vacants
Chapitre 962 Article 641	27	A	Secrétaire général Assistant du secrétaire général Chef de service Administrateur	1  7 15	 1 1	  2
	36	CC2/B	Secrétaire d'administration Technicien	33	2	1
	17	C	Adjoint administratif	17		
	45	D	Employé d'administration Aide technique	44		1
	4	CC5	Personnel de service	4		
	129			121	4	4

Imputation	Nombre	Statut	Postes pourvus					Postes gelés	Postes vacants
			Titulaires FP APF	ANFA	Détachés FPT	Fonction- naires stagiaires	ANT		
Chapitre 962 Article 641	27	A	12		5		6	2	2
	36	CC2/B	31	1			1	2	1
	17	C	16		1				
	45	D	41		1		2		1
	4	CC5		4					
	129		100	5	7	0	9	4	4

Situation du personnel de cabinet au 1er octobre 2015

Imputation	Groupe	Intitulé du poste	Postes
Chapitre 960 Article 641	1	Directeur de cabinet	1
	2	Conseiller technique	3
	4	Secrétaire particulière	1
			5

## Annexe 2

Assemblée de la Polynésie française  
Liste des postes gelés  
au projet de budget 2016

Imputation	Institution	Nbre	Statut	Cat	Intitulé de poste
Chapitre 962-02 Article 641	Assemblée de la Polynésie française	2	FP APF	A	Chef de service
		2	FP APF	A	administrateur
		2	FP APF	B	secrétaire d'administration/technicien
	Total	6			

## Annexe 2 bis

Assemblée de la Polynésie française  
Liste des postes supprimés  
au projet de budget 2016

Imputation	Institution	Nbre	Statut	Cat	Intitulé de poste
Chapitre 962-02 Article 641	Assemblée de la Polynésie française				NEANT
	Total	0			

## Annexe 2 ter

Assemblée de la Polynésie française  
Liste des transformations de postes  
au projet de budget 2016

Imputation	Institution	Nbre	Statut	Cat	Intitulé de poste
Chapitre 962-02 Article 641	Assemblée de la Polynésie française	-1	FP APF	D	Aide technique
		1	FP APF	C	Adjoint administratif
	Total	0			

### Annexe 3

#### Recettes-Section de fonctionnement - Exercice 2016

Chapitre	Article	Libellé	Montant
961		Moyens internes	
	7 412	Dotation forfaitaire de la Polynésie française	2 196 100 000
		Total général	2 196 100 000

# Annexe 4

## Dépenses - Section de fonctionnement - Exercice 2016

Chap.	Article	Libellés	Budget 2015	Budget 2016	%
960	64111	Rémunération brute du personnel	60 000 000	60 000 000	0,00%
	645	Charges sociales	15 000 000	15 000 000	0,00%
	6531	Indemnités des représentants	472 500 000	472 500 000	0,00%
	6533	Cotisations et pensions de retraite	62 000 000	62 000 000	0,00%
	6534	Cotisations sociales	62 000 000	62 000 000	0,00%
	65862	Dotations aux groupes d'élus	48 350 000	48 350 000	0,00%
	65863	Collaborateurs des élus	353 200 000	353 200 000	0,00%
	65864	Charges patronales des collaborateurs	91 800 000	91 800 000	0,00%
		Total du chapitre 960	1 164 850 000	1 164 850 000	0,00%
961	606	Achats non stockés de matières et fournitures	60 000 000	60 000 000	0,00%
	613	Locations	3 500 000	3 500 000	0,00%
	615	Entretien et réparations	14 000 000	17 600 000	25,71%
	616	Primes d'assurances	2 400 000	2 400 000	0,00%
	618	Divers services extérieurs	4 000 000	4 000 000	0,00%
	6184	Frais de formation	4 000 000	4 000 000	0,00%
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000 000	3 000 000	0,00%
	623	Publicité, publications, relations publiques	10 000 000	10 000 000	0,00%
	624	Transports	29 500 000	26 050 000	-11,69%
	625	Déplacements et missions	1 000 000	1 000 000	0,00%
	626	Frais postaux et frais de télécommunications	46 000 000	43 000 000	-6,52%
	628	Divers Autres services extérieurs	20 000 000	20 000 000	0,00%
	635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	50 000	0	
	653	Indemnités, vacations et frais de mission des élus	2 500 000	2 000 000	-20,00%
	658	Charges diverses de gestion courante	200 000	200 000	
	681	Dotations aux amortissements et aux provisions	38 600 000	42 000 000	8,81%
		Total du chapitre 961	238 750 000	238 750 000	0,00%
962	64111	Rémunération brute du personnel titulaire	619 300 000	619 740 000	0,07%
	64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	0	0	
	6413	Personnel non titulaire	2 000 000	2 000 000	0,00%
	645	Charges sociales	165 200 000	165 330 000	0,08%
	647	Autres charges sociales	1 300 000	730 000	-43,85%
	65212	Emploi et insertion professionnelle	4 700 000	4 700 000	
		Total du chapitre 962	792 500 000	792 500 000	0,00%
		TOTAL GÉNÉRAL	2 196 100 000	2 196 100 000	0,00%

## Annexe 5

### Recettes - Section d'investissement - Exercice 2016

Chapitre	Article	Libellés	Montant
900	280	Amortissement des immobilisations incorporelles	6 600 000
	281	Amortissement des immobilisations corporelles	35 400 000
		Total chapitre 900	42 000 000

### Dépenses - Section d'Investissement - Exercice 2016

05/10/2015

Chapitre	OP	Libellés	AP 2016 mesures nouvelles	CP 2016
900				
	1.2015	Matériel, outillage et mobilier		10 000 000
	2.2015	logiciels		7 000 000
	5.2006	grosses réparations		25 000 000
		Total chapitre 900	0	42 000 000



Ce dispositif sera mis en place en faveur des TPE (*Très Petites Entreprises*) et PME (*Petites et Moyennes Entreprises*) de plus de trois ans, localisées en Polynésie française, et engageant un projet de développement à l'exclusion des finalités de création, transmission et restructuration financière. Les entreprises éligibles doivent respecter plusieurs critères cumulatifs prévus par la convention (*être créées depuis plus de 3 ans ; être inscrites au Tribunal de Commerce et disposer d'un numéro TAHITI ; présenter un niveau de fonds propres et de quasi fonds propres égal ou supérieur au montant du prêt ; être éligibles à la Garantie SOGEFOM et à la Garantie Pays, etc.*).

Par ailleurs, ce prêt n'est assorti d'aucune garantie, ni sur l'objet financé, (*absence d'hypothèque, de nantissement de gage...*) ni du chef de l'emprunteur (*absence de caution personnelle*).

L'organisme prêteur sera la Bpifrance qui a adapté pour la Polynésie française, un produit qu'elle distribue déjà dans les régions métropolitaines et les Départements d'Outre-Mer. Pour la Polynésie française, la Bpifrance mandatera à travers une convention de prestations de services la Sofidep pour l'instruction des dossiers de demandes de crédit et le suivi de la relation client.

D'une durée de 5 ans, le « Prêt de Développement Polynésie Française » est plafonné au montant des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise (*y compris les apports*) :

- minimum : 10 000 euros (*soit 1 193 317,40 F CFP*) ;
- maximum : 50 000 euros (*soit 5 966 587 F CFP*) par intervention ou sur une période de 12 mois consécutifs et avant production d'un nouveau bilan.

Au titre de ses actions en faveur de la croissance économique et de l'emploi, la Polynésie française viendra soutenir la mise en place de ce dispositif financier en garantissant à hauteur de 40 % les crédits mis en place via sa participation à la constitution d'un fonds de garantie, étant précisé que le risque d'épuisement du fonds est pris exclusivement en charge par la Bpifrance.

La SOGEFOM garantit également 40 % des crédits mis en place, les 20 % restant étant pris en charge par la Bpifrance.

L'AFD fera quant à elle la promotion du produit auprès des publics cible d'entreprises polynésiennes et orientera notamment les entrepreneurs souhaitant faire des demandes de prêts vers la Sofidep.

Dans ses grandes lignes, ce projet de convention pose le cadre du partenariat et de l'objet du dispositif de financement tels que décrits ci-dessus.

La convention qui est renouvelée par tacite reconduction chaque année (*sauf dénonciation des parties*), est conclue pour une durée de 3 ans n'entrera en vigueur qu'après :

- communication de la présente délibération approuvant la convention ;
- communication de la délibération du conseil d'administration de la SOGEFOM actant la création de la Section Fonds Pays ;
- signature de la convention de gestion entre la SOGEFOM et le Pays concernant la mise en place au sein de la SOGEFOM de la Section Fonds Pays et la gestion du fonds de garantie du Pays (*Garantie Pays*) ;
- signature de la convention entre la Bpifrance et la SOGEFOM portant sur les modalités d'intervention des fonds de garanties gérés par la SOGEFOM ;
- signature de la convention générale de prestations entre Bpifrance Financement et la Sofidep.

\*

\* \*

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Virginie BRUANT

René TEMEHARO

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : SFD1501840DL

**DÉLIBÉRATION N° 2015-102/APF**

**DU 11 DÉCEMBRE 2015**

---

portant approbation du projet de Convention cadre  
relative au partenariat portant création du dispositif  
« Prêt de Développement Polynésie française »

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1930 CM du 27 novembre 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3880/2015/APF/SG du 4 décembre 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 153-2015 du 7 décembre 2015 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 11 décembre 2015 ;

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Le projet de Convention cadre relative au partenariat portant création du dispositif « Prêt de Développement Polynésie française », annexé à la présente délibération est approuvé.

**Article 2.**- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*



Loïs SALMON-AMARU

*Le président,*



Marcel TUIHANI







CONVENTION CADRE N° / MEI du

Relative au partenariat portant création du dispositif « Prêt de Développement Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 335/PR du 27 mai 2015 modifié, relatif aux attributions du Ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;
- Vu la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement ;
- Vu l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque publique d'investissement ;
- Vu les ordonnances N° 2013-760 et 762 du 22 Août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement ;

ENTRE :

La **Polynésie française**, prise en la personne de son Président, représentée par le Ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, Monsieur Teva ROHFRITSCH, ci-après désigné le « **Pays** »,

d'une part,

ET :

La **Bpifrance Financement**, société anonyme au capital de 839 907 320 Euros, dont le siège social est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, immatriculée au RCS de Créteil sous le N°320 252 489, représentée par Monsieur Joël DARNAUD en sa qualité de Directeur Exécutif, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après désigné « **Bpifrance** »,

La **Société de Gestion de Fonds de Garantie d'Outre-Mer**, société anonyme au capital de 1 102 208 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro (RCS PARIS -B 399 355 916), domiciliée 5 rue Roland Barthes Paris 12ème, représentée par François PARMANTIER agissant en qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après désigné « **SOGEFOM** »,

L'**Agence Française de Développement**, établissement public industriel et commercial, ayant son siège à Paris 12ème, 5 Rue Roland Barthes, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B775665599, représentée par Fabrice RICHY agissant en qualité de Directeur du département des Outre-mer de l'Agence Française de Développement, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après désigné « **AFD** »,



La Société de Financement du Développement de la Polynésie française, société d'économie mixte locale (S.E.M.L.) au capital de 1 500 000 F CFP ayant son siège 15-17 rue du Docteur Cassiau - Papeete - Tahiti, représentée par Monsieur Gaspard TOSCAN DU PLANTIER, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après désigné « **Sofidep** »,

Ci-après dénommées ensemble les « **Parties** » ou individuellement la « **Partie** »

d'autre part,

## ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Au titre de ses actions en faveur de la croissance économique, le Pays soutient la mise en place d'un dispositif financier public visant à accompagner les entreprises polynésiennes dans leur développement en leur apportant un complément de financement via sa participation à la constitution d'un fonds de garantie.

Le groupe Bpifrance est au service des entreprises et de leur expansion, et agit en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les Régions. Le groupe Bpifrance favorise par son action l'innovation, le développement et l'internationalisation des entreprises cibles, en contribuant à leur financement en prêts et en fonds propres.

Conformément à l'ordonnance n° 2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement, l'établissement public Bpifrance et ses filiales directes ou indirectes sont habilités à réaliser leurs missions en Nouvelle-Calédonie et dans ses provinces, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, à la demande de ces collectivités. Le choix, l'organisation et la mise en œuvre de ces missions ainsi que celle des instruments correspondants étant prévus par convention entre les parties.

Présente dans l'ensemble des Outre-mer, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations et soutiennent la croissance économique, tout en préservant l'environnement. Grâce à ses financements, son expertise et sa production de connaissances, elle appuie le secteur public local, finance les entreprises, l'habitat et l'aménagement urbain, et soutient la coopération régionale. Dans les DOM, à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon, l'AFD représente également la banque publique d'investissement Bpifrance, qui finance la création, l'innovation, les investissements et le développement à l'international des PME françaises.

La SOGEFOM est une filiale de l'AFD qui a pour but d'apporter, dans les limites et selon les modalités fixées par son règlement intérieur, une garantie partielle à des opérations de financement engagées par les établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna et en Polynésie française ayant souscrit une part de son capital ou reçu son agrément. Pour ses interventions, la SOGEFOM bénéficie de dotations de l'Etat et des collectivités.

La Sofidep est une Société d'Economie Mixte Locale détenue majoritairement par le Pays (84,5 %) et représente aujourd'hui un outil important de développement économique. Dotée d'une mission d'intérêt général, la Sofidep permet au travers de ses interventions de renforcer les fonds propres et ainsi de faciliter l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises locales dans leur phase de création, de développement ou de transmission. Intervenant seule ou aux côtés des banques, la Sofidep dialogue et travaille avec l'ensemble des acteurs publics et privés accompagnant les PME en Polynésie française tels que les Ministères et services territoriaux, services de l'Etat, banques, cabinets d'expertise comptable, sociétés de défiscalisation, la Chambre de commerce, et les organisations représentatives professionnelles (CGPME, MEDEF POLYNESIE).

Le Pays souhaite contribuer à la mise en œuvre du dispositif « Prêt de Développement Polynésie française » afin de permettre le développement économique de son territoire, et à cet effet doter au sein de la SOGEFOM une section dénommée « Fonds Pays » (Ci-après désignée la « **Section Fonds Pays** »), sous réserve d'une décision des instances de la SOGEFOM relative à la création d'une telle section.

Dans ce cadre un partenariat privilégié sera mis en place entre le Pays, Bpifrance, la Sofidep, l'AFD et la SOGEFOM.



Les Parties, compte tenu de leurs missions respectives, souhaitent s'engager dans une démarche commune afin de porter ensemble ce projet de partenariat visant à accompagner les entreprises polynésiennes dans leur développement, et établir la présente convention (ci-après désignée la « **Convention** ») pour poser les bases de cette collaboration.

## **IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1er. - Objet du partenariat**

Les Parties souhaitent s'associer autour de priorités stratégiques visant à renforcer la dynamique du développement économique du Pays afin d'assurer une efficacité renforcée et une meilleure cohérence dans les interventions à destination des entreprises polynésiennes.

La présente Convention vise ainsi à mettre en place un partenariat ayant pour objectif de proposer une offre de « Prêt de Développement Polynésie française » cohérente en tant qu'outil de financement répondant aux besoins des entreprises polynésiennes et de partager les priorités stratégiques de ces entreprises.

### **Article 2. - Le périmètre de l'offre « Prêt de développement Polynésie française »**

Afin de mieux répondre aux besoins des entreprises polynésiennes et aux priorités du Pays, le dispositif « Prêt de Développement Polynésie française » pourra être mis en place en partenariat avec le Pays, ledit dispositif étant co-garanti par le Pays et la SOGEFOM.

Ce dispositif sera mis en place en faveur des TPE et PME de plus de trois ans, localisées sur le territoire polynésien, et engageant un projet de développement à l'exclusion des finalités de création, transmission et restructuration financière.

#### **Article 2.1. - Les bénéficiaires de l'offre « Prêt de développement Polynésie française »**

Ce prêt doit bénéficier à des petites et moyennes entreprises en développement, quelle que soit leur forme juridique.

Les entreprises éligibles doivent respectées les critères cumulatifs suivants :

- être créées depuis plus de trois ans ;
- être inscrites au Tribunal de Commerce et disposer d'un numéro TAHITI (Traitement Automatique Hiérarchisé des Institutions de Tahiti et des Iles) ;
- répondre à la définition européenne des PME (y compris micro entreprises) : moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50.000.000 Euros (soit 5.966.587.000 Francs CFP) ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43.000.000 Euros (soit 5.131.264.820 Francs CFP) ;
- avoir publié deux bilans significatifs d'une durée de 12 mois chacun ;
- présenter un niveau des fonds propres et de quasi fonds propres égal ou supérieur au montant du prêt ;
- être éligibles à la Garantie SOGEFOM et à la Garantie Pays ;
- disposer d'un accord de financement bancaire ou sous forme de dette ou d'apport en fonds propres en cours de validité et datant de moins de 6 mois.

Sont exclues du dispositif, les entreprises en difficulté telles que définies par les lignes directrices et les règlements de la Commission Européenne en vigueur au jour de la décision d'octroi du financement.

Le « Prêt de Développement Polynésie Française » ne pourra pas être mis en œuvre dans le cadre d'opérations de restructuration financière, de création (entreprises de moins de 3 ans) ou de transmission d'entreprises et n'est pas destiné à rembourser par anticipation d'autres concours.

#### **Article 2.2 - Objet de l'offre « Prêt de développement Polynésie française »**

Le « Prêt de Développement Polynésie française » a vocation à financer des projets de développement.

L'assiette du « Prêt de Développement Polynésie française » est constituée :

- des investissements immatériels :



- des coûts de mise aux normes, dépenses liées au respect de l'environnement, sécurité, formation des équipes de production, coûts de déménagement, ... ;
- des coûts de constitution ou de rénovation d'un parc de magasin, acquisition de droit au bail, recrutement et formation de l'équipe commerciale, frais de prospection, dépenses de publicité, ... ;
- des investissements corporels ayant une faible valeur de gage :
  - travaux d'aménagement, travaux réalisés sur des immeubles dont la propriété est démembrée, baux à construction, concession, usines relais, ... ;
  - matériel conçu / réalisé par l'entreprise pour ses besoins propres, moules, matériel informatique, ... ;
- de l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par le projet de développement.

### **Article 2.3 - Partenariat financier**

Le « Prêt de Développement Polynésie française » est consenti dans le cadre d'un programme global comportant l'intervention d'un partenaire financier sous forme :

- d'un financement bancaire à moyen ou long terme ;
- ou d'apport en capital des actionnaires et / ou des sociétés de capital-développement et / ou des apports en quasi fonds propres / prêts participatifs, obligations convertibles en actions.

Ces concours financiers doivent être d'une durée supérieure ou égale à 4 ans et d'un montant au moins équivalent au prêt « Prêt de Développement Polynésie française ».

Lesdits concours doivent avoir été engagés depuis moins de 6 mois.

### **Article 2.4 - Montant**

Le montant du « Prêt de Développement Polynésie Française » est plafonné au montant des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise (y compris les apports) :

- minimum : 10.000 Euros (soit 1.193.317,40 Francs CFP)
- maximum : 50.000 Euros (soit 5.966.587 Francs CFP) par intervention ou sur une période de 12 mois consécutifs et avant production d'un nouveau bilan.

### **Article 2.5 - Durée et remboursement**

La durée du prêt est de 5 ans selon un amortissement linéaire du capital.

Le prêt bénéficie systématiquement d'un différé d'amortissement du capital de 1 an. Le remboursement s'effectue par échéances trimestrielles à terme échu.

### **Article 2.6 - Taux du « Prêt de Développement Polynésie Française » et durées de validité**

Taux fixé référencé, selon le barème en vigueur, soit à titre indicatif pour le mois de novembre : 4,05% l'an.

Ce taux est valable 1 (un) mois à compter de la date de l'offre du prêt. Au-delà de cette date, le taux applicable à chaque somme décaissée sera égal au TME (taux moyen mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme) du mois précédant le décaissement, retenu à 0% s'il venait à être négatif, majoré de (Taux - TME de l'offre) point(s).

Il intègre une commission de garantie annuelle de 96 points de base. Celle-ci est décomposée de la manière suivante :

- 48 points de base, au titre de la Garantie SOGEFOM et,
- 48 points de base, au titre de la Garantie Pays.

La durée de validité pour décaisser le prêt est de 6 mois à compter de la date d'accord du prêt. La date de fin de validité est notifiée dans le contrat de prêt.

### **Article 2.7 - Garanties apportées par le bénéficiaire – Caution et Sûretés**

Aucune garantie sur les actifs de l'entreprise, ni sur le patrimoine du dirigeant, ni d'une éventuelle holding.



### **Article 3. - Le périmètre du mécanisme de co-garantie**

Le prêt d'un montant de 10.000 à 50.000 Euros (soit un montant compris entre 1.193.317,40 Francs CFP et 5.966.587 Francs CFP) bénéficiera d'une intervention en co-garantie de :

- la SOGEFOM, à hauteur de 40% au titre d'un fonds de garantie de la SOGEFOM (la garantie s'y rapportant étant dénommée ci-après la « Garantie SOGEFOM ») ; et
- du Pays, à hauteur de 40% au titre d'un fonds de garantie du Pays dont la SOGEFOM assurera la gestion administrative et financière et la Sofidep le secrétariat permanent conformément à une convention à intervenir entre les parties concernées (la garantie s'y rapportant étant dénommée ci-après la « Garantie Pays ») ;
- Bpifrance, organisme prêteur, assumera les 20% du risque restant sur ses fonds propres.

Les modalités d'octroi, de gestion, et de fonctionnement de ces fonds de garantie seront définies dans une ou plusieurs conventions à conclure à cet effet entre les Parties concernées.

### **Article 4. - Le périmètre des missions des partenaires**

Dans le cadre de ce partenariat, les Parties ayant constaté leur complémentarité, se sont rapprochées afin d'apporter au bénéfice des entreprises polynésiennes leur expérience et savoir-faire.

Les Parties ont convenu de s'engager à assurer les missions décrites ci-après étant entendu que les modalités pratiques de mise en œuvre de ce partenariat seront déclinées et précisées dans le cadre d'une ou plusieurs conventions applicatives séparées et sous réserve de la réalisation effective de l'ensemble des conditions réglementaires, juridiques et financières.

#### **Article 4.1 - Les missions de la Sofidep**

Afin de remplir les missions listées ci-après, la Sofidep est immatriculée au Registre des intermédiaires en assurances, banque et finance à l'ORIAS en qualité de mandataire non exclusif en opérations de banque et en services de paiement (MOBSP) sous le numéro ORIAS : 15002972.

La Sofidep sera notamment en charge :

- de promouvoir le dispositif « Prêt de Développement Polynésie française » ;
- d'assurer la commercialisation auprès des entreprises éligibles au dispositif et des partenaires financiers ;
- de constituer, étudier le dossier de financement et réunir les éléments nécessaires à la connaissance du client (respect des procédures de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme) ;
- de décider le refus ou l'octroi de la Garantie Pays ;
- de transmettre le dossier à la SOGEFOM pour analyse et décision d'octroi de la Garantie SOGEFOM ;
- de transmettre le dossier à Bpifrance pour analyse et décision ;
- de recueillir la signature du contrat de prêt et les documents justificatifs de la levée des conditions suspensives auprès du client ;
- d'être l'interlocuteur du client ;
- d'assurer le recouvrement amiable des échéances impayées, en vertu du mandat Bpifrance ;
- pour toutes ces missions, informer sans délai Bpifrance et la SOGEFOM de ses diligences.

En outre, et de manière générale, la Sofidep s'engage à prévenir Bpifrance et la SOGEFOM, dans les meilleurs délais, dès lors qu'elle en aura connaissance, de toutes informations relatives à tout changement dans la situation des entreprises concernées (organisationnel, juridique, structure financière, procédure collective...) et en particulier de toute dégradation financière.

#### **Article 4.2 - Les missions de l'AFD**

L'AFD sera en charge :

- de promouvoir le dispositif « Prêt de Développement Polynésie française » lors de ses interventions auprès des acteurs économiques ;
- d'orienter des entrepreneurs souhaitant faire des demandes vers la Sofidep ;



- d'intervenir au côté de la Sofidep pour la promotion du dispositif, si nécessaire ;
- de mettre à disposition des supports documentaires et commerciaux du « Prêt de Développement Polynésie française » dans l'agence locale AFD et à l'extérieur lors des événements « grand public ».

#### **Article 4.3 - Les missions de Bpifrance**

Bpifrance sera en charge :

- En ce qui concerne les outils mis à la disposition des Parties :
  - de réaliser et mettre à disposition les supports documentaires et commerciaux en partenariat avec le Pays ;
  - de fournir une plateforme sécurisée « espace d'échanges » pour permettre la circulation des informations et des documents nécessaires entre tous les intervenants.
- En ce qui concerne les financements :
  - d'instruire la demande de prêt conformément à ses procédures, sa politique de risque et aux obligations réglementaires en vigueur ;
  - d'informer les garants de l'octroi du financement ;
  - de contractualiser et décaisser le financement octroyé ;
  - d'assurer la gestion (recouvrement des échéances clients) et le suivi des dossiers de prêts jusqu'à leur extinction ;
  - d'assurer le paiement des commissions des garanties SOGEFOM et Pays auprès de la SOGEFOM ;
  - de superviser la procédure de recouvrement : informer la Sofidep de toute défaillance de l'emprunteur (rejet des prélèvements) et valider les propositions de la Sofidep ;
  - d'assurer le contentieux des dossiers.

En outre, et de manière générale, Bpifrance s'engage à prévenir la Sofidep et la SOGEFOM, dans les meilleurs délais, dès lors qu'elle en aura connaissance, de toutes informations relatives à tout changement dans la situation des entreprises concernées (organisationnel, juridique, structure financière, procédure collective...) et en particulier de toute dégradation financière.

#### **Article 4.4 - Les missions de la SOGEFOM**

La SOGEFOM sera en charge :

- d'étudier des demandes de « Prêt de Développement Polynésie française » qui lui seront présentées par la Sofidep ;
- de décider le refus ou l'octroi de la Garantie SOGEFOM ;
- de notifier la Garantie SOGEFOM et la Garantie Pays ;
- d'assurer la gestion et le suivi des dossiers de garantie SOGEFOM et de la Garantie Pays jusqu'à leur extinction ;
- d'assurer la gestion administrative et financière de la Section Fonds Pays selon des modalités qui seront stipulées dans une convention que les Parties concernées conviendront de conclure à cet effet, sous réserve de l'obtention des délibérations de leurs instances respectives relatives à la mise en place de la Section Fonds Pays.

En outre, et de manière générale, la SOGEFOM s'engage à prévenir la Sofidep et la Bpifrance, dans les meilleurs délais, dès lors qu'elle en aura connaissance, de toutes informations relatives à tout changement dans la situation des entreprises concernées (organisationnel, juridique, structure financière, procédure collective...) et en particulier de toute dégradation financière.

#### **Article 5. - L'évaluation et le suivi du partenariat**

Afin d'améliorer la coordination des dispositifs de financement et d'accompagnement mis en œuvre de manière conjointe par Bpifrance et le Pays, les partenaires pourront s'accorder sur la création d'un comité local de suivi et d'évaluation.



## **Article 6. - Confidentialité**

Chacune des Parties s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente Convention, ainsi que les informations des autres Parties dont elle peut avoir connaissance dans le cadre de la négociation et de l'exécution de ladite convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur un plan financier, déontologique, économique, technique, commercial, ou qu'elles sont déclarées comme tel par l'autre Partie ou à raison de leur caractère personnel, à :

- les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution de la Convention,
- s'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement ou permettre leur exploitation par un tiers sous leur contrôle, à toute fin autre que la bonne exécution de la Convention.

Chacune des Parties s'engage en particulier à garder strictement confidentielles toutes les informations recueillies du fait des échanges et à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, moyens et procédés de l'autre Partie, dont elle aurait été amenée à partager la connaissance du fait de l'exécution de la Convention.

Il ne saurait cependant y avoir engagement de confidentialité pour les informations :

- qui sont déjà régulièrement en possession des Parties, ou
- qui sont publiquement disponibles au moment où elles sont portées à la connaissance des Parties, ou
- rendues postérieurement publiques par des tiers sans violation d'une obligation de confidentialité, ou déclarées explicitement comme non confidentielles.

## **Article 7. - Transmission d'informations**

Préalablement à toute mise en instruction d'une demande de financement, la Sofidep devra obtenir l'accord écrit de l'entreprise autorisant l'envoi de son dossier et la transmission d'informations techniques, économiques et financières aux autres Parties signataires de la présente Convention.

## **Article 8. - Protection des données à caractère personnel**

Les Parties et les établissements intervenants sont tenus au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles ils ont accès pour les besoins de l'exécution de la Convention.

Ils s'engagent à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'ils auront à traiter dans le cadre de la présente Convention en mettant tout en œuvre pour empêcher que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Ils conviennent qu'ils procèdent, chacun pour ce qui le concerne, aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé dans le cadre de l'exécution de la présente convention conformément à ses obligations résultant de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée par la loi du 6 août 2004 ou ultérieurement amendée.

## **Article 9. - Propriété intellectuelle**

Chaque Partie conserve la propriété pleine et entière de son logo, sa charte graphique, sa publicité commerciale, ainsi que sur tous éléments qu'elle pourrait fournir dans le cadre de la présente Convention.

Chacune des Parties garantit à l'autre que l'utilisation des logos et de la charte graphique sera limitée aux besoins exclusifs de l'exécution de la présente Convention.

## **Article 10. - Communication**

Les Parties s'engagent à apposer ou à faire apposer en couleur, leur logotype sous une forme qui aura reçu leur accord préalable et écrit, sur l'ensemble des supports de communication, les publications et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés pendant toute la durée de la Convention.

## **Article 11. - Durée et validité de la Convention**

La présente Convention est conclue pour une durée de trois (3) ans.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après :



- communication de la délibération de l'Assemblée de la Polynésie française approuvant la présente Convention ;
- communication de la délibération du Conseil d'administration de la SOGEFOM actant la création de la Section Fonds Pays ;
- signature de la convention de gestion entre SOGEFOM et le Pays concernant (i) la mise en place au sein de la SOGEFOM de la Section Fonds Pays et (ii) la gestion de la Garantie Pays;
- signature de la convention entre Bpifrance et SOGEFOM portant sur les modalités d'intervention des fonds de garanties gérés par SOGEFOM ; et
- signature de la convention générale de prestations entre Bpifrance Financement et la Sofidép.

A l'issue de cette période, elle est renouvelée par tacite reconduction, chaque année, à sa date anniversaire, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties, adressée à toutes les autres Parties au plus tard trois (3) mois avant la date d'expiration de la période de sa validité en cours, sans qu'aucune des Parties ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, du fait de cette dénonciation.

En cas de manquement de l'une des Parties aux obligations prévues à la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres Parties et ce, après envoi d'une mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours à compter de sa première présentation, notwithstanding toute demande de dommages-intérêts.

## **Article 12. - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et des suites, les Parties, à l'exception du Pays, font élection de leur domicile en leur siège social respectif visé en tête de la présente convention.

Pour la présente convention, le Pays fait élection de domicile à :

Ministère  
de la relance économique,  
de l'économie bleue,  
de la politique numérique,  
de la promotion des investissements,  
*chargé des relations avec*  
*l'Assemblée de la Polynésie française*  
*et le Conseil économique, social et culturel*

B.P. 2551, 98713 Papeete - TAHITI, Polynésie française – Bâtiment Tarahoi,  
24 avenue Dupetit-Thouars

Tél. : 40 47 83 83 - [secretariat@economie.min.gov.pf](mailto:secretariat@economie.min.gov.pf)

Toute modification ne deviendra opposable aux autres Parties que quinze jours suivant la réception par lettre recommandée avec accusé de réception de la notification du changement d'adresse.

## **Article 13. - Droit applicable et compétence juridictionnelle**

La présente Convention est soumise au droit français.

Les Parties s'engagent, dans la mesure du possible, à régler amiablement tous les litiges relatifs à la validité, à la conclusion, à l'exécution ou à l'interprétation de la présente Convention.

Dans le cas où le litige ne serait pas résolu amiablement entre les Parties dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle une Partie notifie aux autres Parties le litige par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les Parties conviennent que toutes contestations relatives à la présente Convention seront exclusivement soumises aux juridictions du ressort de la compétence de la Cour d'Appel de Paris.

**Article 14. - Enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie en huit (8) exemplaires originaux et ne comprend aucune annexe. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à (-), le

Fait à , le

Fait à , le

Pour Bpifrance Financement,  
Le Directeur exécutif<sup>1</sup>

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
de la relance économique,  
de l'économie bleue,  
de la politique numérique,  
de la promotion des investissements,  
*chargé des relations avec  
l'Assemblée de la Polynésie française  
et le Conseil économique, social et culturel*

**Joël DARNAUD**

**Teva ROHFRITSCH**

Pour la Société de Gestion  
du Fonds de Garantie d'Outre-mer,  
Le Directeur général<sup>1</sup>

Pour l'Agence Française  
de Développement,  
Le Directeur du département des  
Outre-mer<sup>1</sup>

**François PARMENTIER**

**Fabrice RICHY**

Pour la Société de Financement  
du Développement de  
la Polynésie française,  
Le Directeur général<sup>1</sup>

**Gaspard TOSCAN DU PLANTIER**

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature  
Convention n° : version finale PF du 19.11.15